



interrel
ADVANCING INTERESTS

Consultation auprès des parlementaires : Quel monde d'après ?

Etude Ifop pour Interrel

N° 117333

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Florentin Piron

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com

Mai 2020

En partenariat avec

**PUBLIC
SÉNAT**

LE FIGARO

1 - La méthodologie

2 - Les principaux enseignements

3 - Les résultats de l'étude

A – Retour sur le confinement

B – Le Parlement d'après : méthodes et fonctionnement

C – Le Parlement d'après : attentes en termes de politiques publiques

1 | La méthodologie



Le client



INTEREL

*Protocole
méthodologique*



Consultation exhaustive des parlementaires français (députés, députés européens, sénateurs) via un questionnaire auto-administré en ligne.

153 parlementaires ont participé à la consultation répartis comme suit :

- 86 députés
- 60 sénateurs
- 7 députés français au Parlement européen

NB : plus d'un député ou sénateur sur 6 a participé à la consultation

Dates



Consultation du 28 avril au 18 mai 2020.

2 | Les principaux enseignements



L'enquête IFOP / INTEREL visant à consulter l'ensemble des parlementaires français a rencontré un vif intérêt. En effet, avec 153 interviews (notamment 86 députés et 60 sénateurs), c'est plus d'un parlementaire sur 6 qui a participé à la consultation. Les résultats inédits collectés livrent les enseignements suivants :

1. Un parlement qui a fonctionné pendant le confinement, en dépit d'un recul perçu de sa place face à l'exécutif

En dépit de la période hors normes et inédite de confinement de la population, une majorité de parlementaires (56%) considère que leur assemblée a fonctionné de manière satisfaisante. Ce résultat masque pour autant un triple clivage au regard :

- **du mandat exercé** : près de trois quarts des Sénateurs estiment que leur assemblée a bien fonctionné tandis que 4 députés sur 10 expriment le même avis.
- **de l'ancienneté au Parlement** : 64% des parlementaires exerçant leur premier mandat jugent positivement le fonctionnement de l'Assemblée Nationale ou du Sénat. Inversement, à peine un tiers de ceux ayant exercé au moins 3 mandats considère que leur assemblée a bien fonctionné.
- **de la couleur politique** : les parlementaires LREM s'avèrent les plus nombreux à évaluer favorablement le fonctionnement du parlement pendant le confinement (69% vs 46% à gauche et 44% à droite).

Pour autant, les députés ou sénateurs quel que soit leur regard sur le fonctionnement de leur assemblée se retrouvent aux deux tiers sur un constat cinglant : la crise du Coronavirus a réduit le rôle et la place du Parlement au profit d'un exécutif prenant des mesures unilatérales. Seuls 34% des répondants (69% chez LREM vs 6% à gauche et 22% à droite) considèrent que le caractère exceptionnel de la crise n'a pas empêché le Parlement de conserver un rôle prépondérant, par exemple en étant amené à voter dès la fin avril sur le plan de déconfinement.

2. Un parlement qui doit s'inscrire, après la crise, dans la Cité, à travers une réforme de son fonctionnement et une évolution de ses méthodes de travail

La crise sanitaire et ses conséquences inouïes que le pays vient de vivre tend à **accélérer spectaculairement les demandes visant à réformer le Parlement.**

En premier lieu et corollaire de ce sentiment d'un affaiblissement du Parlement face au pouvoir central, les parlementaires placent au centre des réformes parlementaires à mener à l'avenir l'enjeu du contrôle de l'exécutif. Ainsi, une majorité de députés comme de sénateurs appellent de leurs vœux **une réforme en profondeur du contrôle (56%) de l'action gouvernementale.** Parallèlement, la quasi totalité des répondants juge utile un renforcement des outils permettant le contrôle et l'évaluation de l'action de l'exécutif. Cette attente d'évolution touchant à l'équilibre des pouvoirs dépasse nettement en intensité les réformes de fonctionnement plus techniques touchant à la vie parlementaire comme le travail en séance (37% de souhait de réforme) ou le travail en commission (30 %).

Par ailleurs, l'analyse des autres évolutions souhaitées pour le Parlement d'après crise révèle **un refus des parlementaires de voir leur assemblée se complaire dans "un splendide isolement".** Il s'agit au contraire de la placer au contact des aspirations de la société civile. Ainsi, plus de trois quarts des répondants jugent utiles que leur assemblée se saisissent de sujets intéressants les Français via des pétitions citoyennes. 64% vont jusqu'à légitimer une plus grande place pour les citoyens dans le travail législatif à travers des conférences citoyennes.

Parallèlement, l'apport des experts dans ce travail législatif est majoritairement perçu comme utile, tandis que la place laissée aux représentants d'intérêt fait davantage débat (68% de jugement défavorable). Néanmoins, il est notable de constater que près d'un parlementaire sur trois jugerait utile que ces représentants d'intérêt aient une place plus grande dans le travail législatif.

Enfin, à l'instar de ce que l'Ifop a observé auprès de nombreux salariés, prêts à adopter de nouvelles méthodes de travail liées au confinement, les Parlementaires semblent s'approprier la tendance à une dématérialisation de leur activité. Ainsi, 50% d'entre eux envisagent de recourir davantage à des réunions à distance avec leur groupe parlementaire, 47% s'agissant de rendez-vous avec des représentants d'intérêt voire 43% avec des citoyens, loin de l'imaginaire du contact « direct » entre représentants et représentés.

3. Une feuille de route précise pour la France d'après : relocalisations, respect des engagements climatiques et refus d'un choc fiscal

Les parlementaires, **au-delà de leurs sensibilités et trajectoires partisans différentes**, s'accordent de manière unanime sur les grandes leçons de la crise du Coronavirus avec un consensus très large sur la nécessité de reconstituer un système hospitalier efficient (98%) et à soutenir le pouvoir d'achat des professions en première ligne durant la crise du Covid (91%), une perception ressentie par un pourcentage identique de Français dans une récente enquête Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio. Mais par-delà ces aspects directement liés à la crise, les parlementaires semblent exprimer **une feuille de route pour la France à peine déconfinée** s'articulant autour de 3 axes :

➤ **Restauration de la souveraineté via relocalisations et made in France.**

Tous les répondants presque sans exception souhaitent que le pays tire profit de cette crise du Covid pour inciter à relocaliser les productions stratégiques (100% vs 91% pour l'ensemble des Français) et pour faire perdurer les habitudes de consommation made in France (99%, 92% dans le grand public). A cet égard, ces deux axes figurent en tête des objectifs devant figurer dans un projet de Loi de relance : 97% des parlementaires souhaitent retrouver dans un tel projet le retour de la souveraineté économique par le biais d'incitations à la relocalisation, 91% attendent un assouplissement de certaines règles européennes pour favoriser le made in France.

Pour autant, cette aspiration à une souveraineté économique renforcée **n'est pas antinomique d'un redémarrage de l'Union européenne**, perçu pour 80% des parlementaires comme une priorité. A cet égard, près des deux tiers des répondants inscrivent la souveraineté économique à l'échelle européenne, même si près d'un parlementaire de gauche ou de droite sur deux associe souveraineté économique au cadre hexagonal.

- **Poursuite de la lutte contre le réchauffement climatique malgré l'émergence d'une « bataille d'Hernani » relance de l'économie / climat.**

La crise du Covid-19 ne modifie pas fondamentalement l'adhésion à la lutte contre le dérèglement climatique. Ainsi près de 9 parlementaires sur 10 voit dans cette crise la nécessité d'accélérer la lutte contre le réchauffement tandis qu'est largement souhaité (83%) que des contreparties environnementales soient exigées aux entreprises qui bénéficieraient d'un plan de relance.

Pour autant, **tout se passe comme si la puissance dévastatrice de la crise économique à venir faisait bouger les lignes.** Placée face à l'alternative relance de l'économie versus respect des engagements en matière de climat, seule une courte majorité de parlementaires (58%) estime que la relance de l'économie ne doit pas se faire au détriment des engagements environnementaux. Ce ressenti s'avère majoritaire à gauche et chez LREM mais peu partagé à droite (29%).

- **Engagement vers un nouvel acte de décentralisation.**

Les enquêtes d'opinion menées auprès de l'ensemble des Français ont révélé à quel point **l'Etat central a pu montrer des déficiences dans la gestion de la crise du coronavirus** quand l'action des élus et instances territoriales a été saluée. Ces représentations imprègnent pleinement le discours et attentes des parlementaires. Ainsi, 72% d'entre eux (score identique dans le grand public) préconisent la prise en compte croissante des solutions locales portés par les élus des collectivités territoriales alors que 28% seulement appellent de leurs vœux un renforcement du rôle de l'Etat central.

Cela passe bien évidemment pour trois quarts des parlementaires par un nouvel acte de décentralisation permettant de donner de nouvelles prérogatives aux élus locaux.

Notons que ces attentes massivement exprimées par les parlementaires ne signifient en rien que ces derniers s'inscrivent dans **une logique de *tabula rasa***.

Ainsi, les projets de réformes du gouvernement, votées ou envisagées avant la crise sanitaire font rarement l'objet d'un souhait de report ou d'annulation. Une majorité appelle de ses vœux le maintien du projet de Loi sur le grand âge et l'autonomie (86%), de programmation pluriannuelle de la recherche (82%) ou à degré moindre celui sur la sécurité intérieure (56%). Seule la réforme des retraites suscite des demandes d'annulation pure et simple (46%) ou de report sine die (36%)

Enfin, un consensus se dégage chez les parlementaires au sujet du financement des moyens consacrés à la relance de l'économie. **Faisant fi d'une certaine orthodoxie budgétaire**, plus de huit répondants sur dix considèrent que la hausse des dépenses publiques permettant d'amortir le choc économique de la crise doit être poursuivie quitte à accélérer le creusement de la dette. Ce souhait est porté par la quasi-totalité des parlementaires de gauche (94%), 86% des LREM et par près des deux tiers à droite. Ici aussi, c'est le refus d'un choc fiscal de type 2011-2013 que sous-tend cet unanimité des réponses.

Pour autant, en matière de recettes fiscales à venir, la quasi-totalité des répondants (97%) **exprime le vœu d'une taxation des plateformes numériques** et notamment des GAFAs, tandis qu'une nette majorité considère qu'un projet de loi de relance devrait inclure la surtaxation des entreprises qui auraient fait des bénéfices durant le confinement (57%, voire 72% chez les sénateurs).

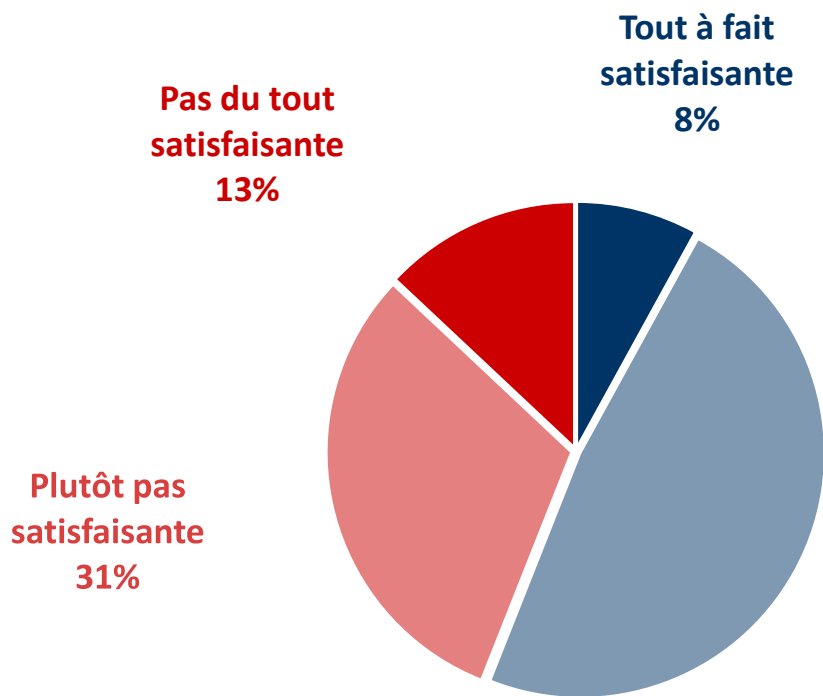
Frédéric Dabi
Directeur Général Adjoint Ifop

3 | Les résultats de l'étude



A | Retour sur le confinement

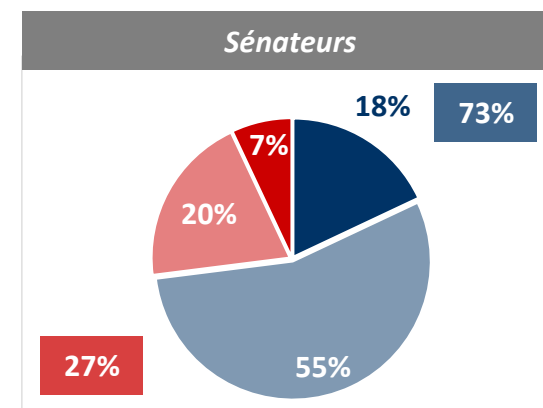
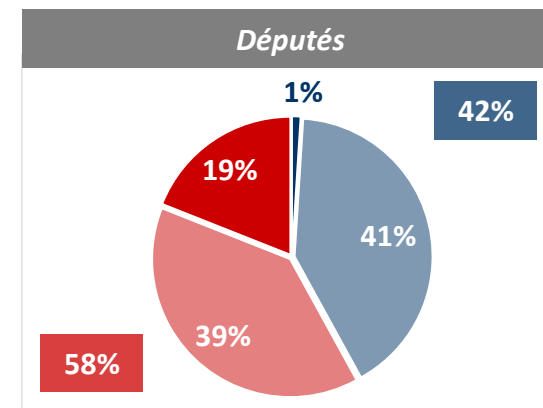
QUESTION : Pendant le confinement lié à l'épidémie du Coronavirus, diriez-vous que votre assemblée a fonctionné de manière... ?



Total Satisfaisante
56%

Par proximité partisane:

- Gauche : 46%
- LREM : 69%
- Droite : 44%



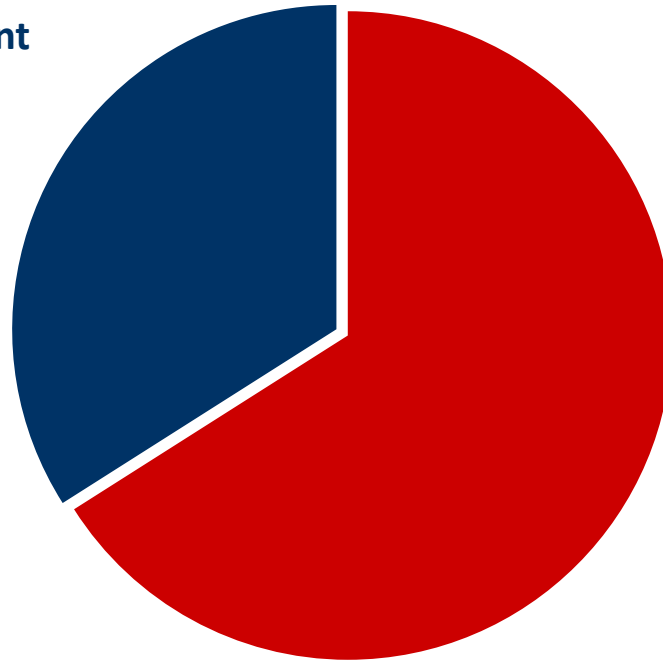
QUESTION : Avec laquelle de ces deux phrases, êtes-vous le plus en accord ? Avec la crise du Coronavirus ...

Le Parlement a, malgré le caractère exceptionnel de la période, su conserver un rôle prépondérant

34%

Par proximité partisane :

- Gauche : 6%
- LREM : 69%
- Droite : 22%

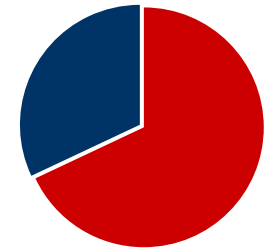


Le rôle et la place du Parlement ont reculé avec un exécutif prenant des mesures unilatérales

66%

Députés

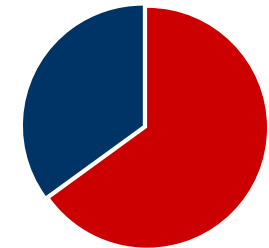
32%



68%

Sénateurs

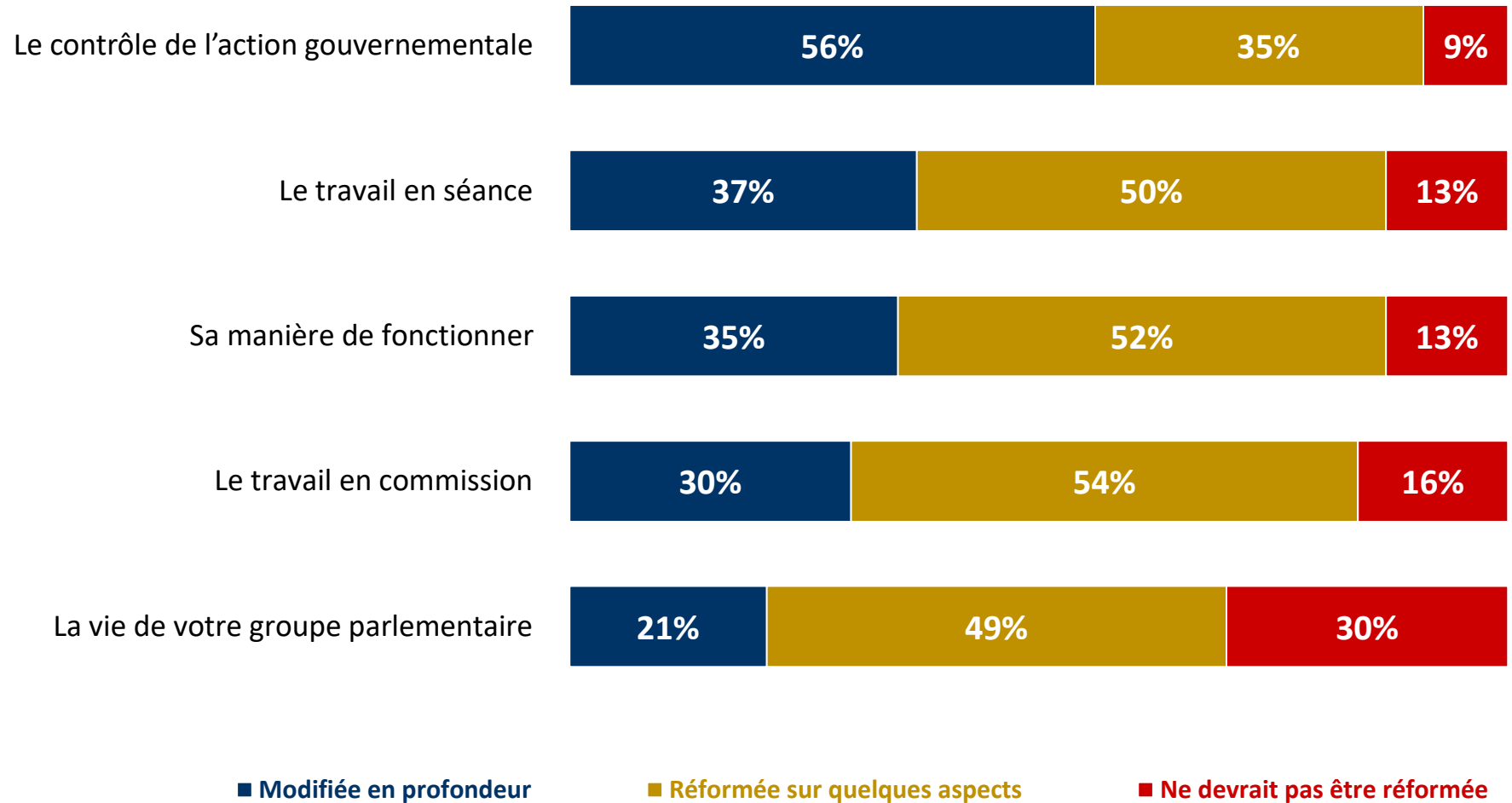
35%



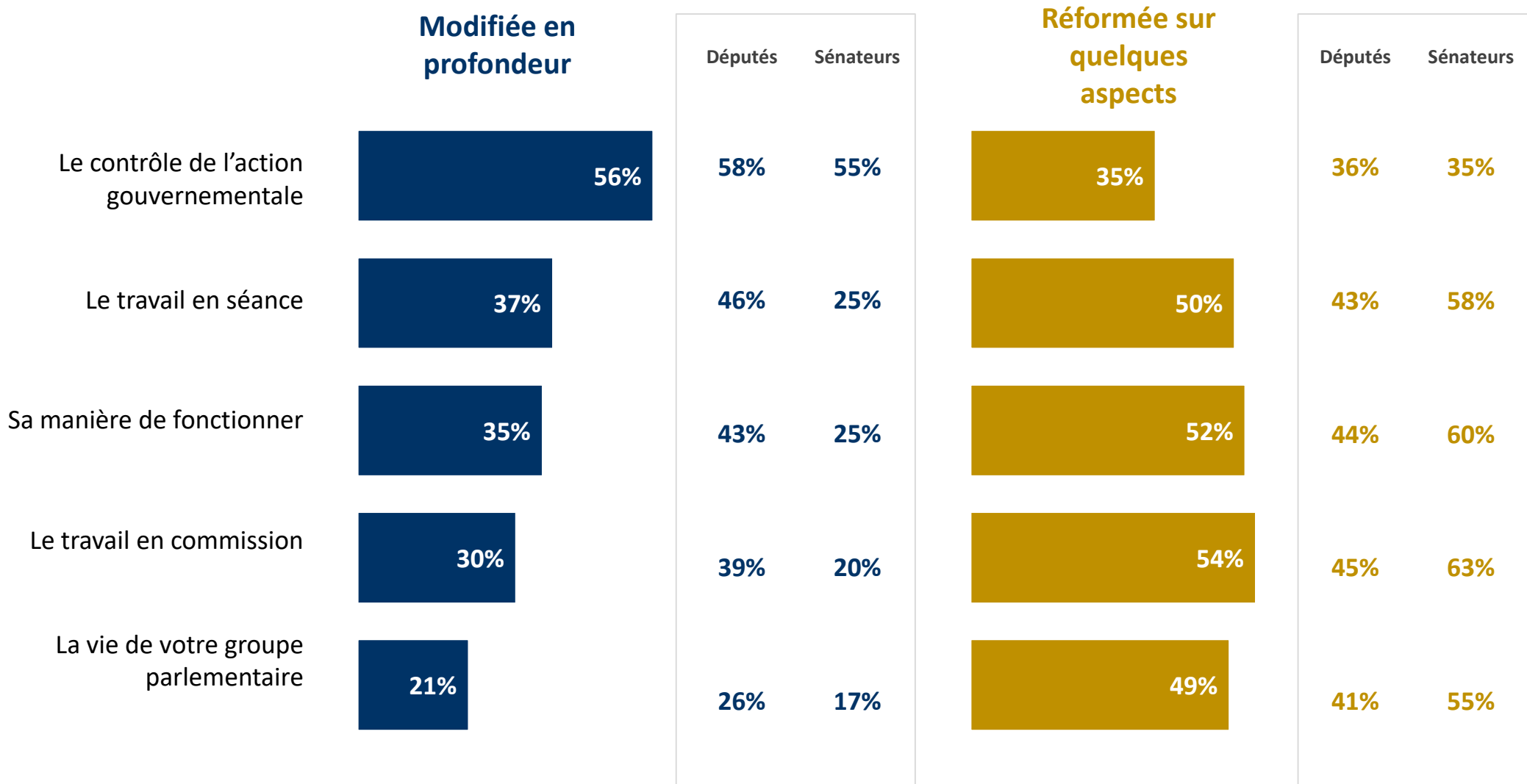
65%

B | **Le Parlement d'après : méthodes et fonctionnement**

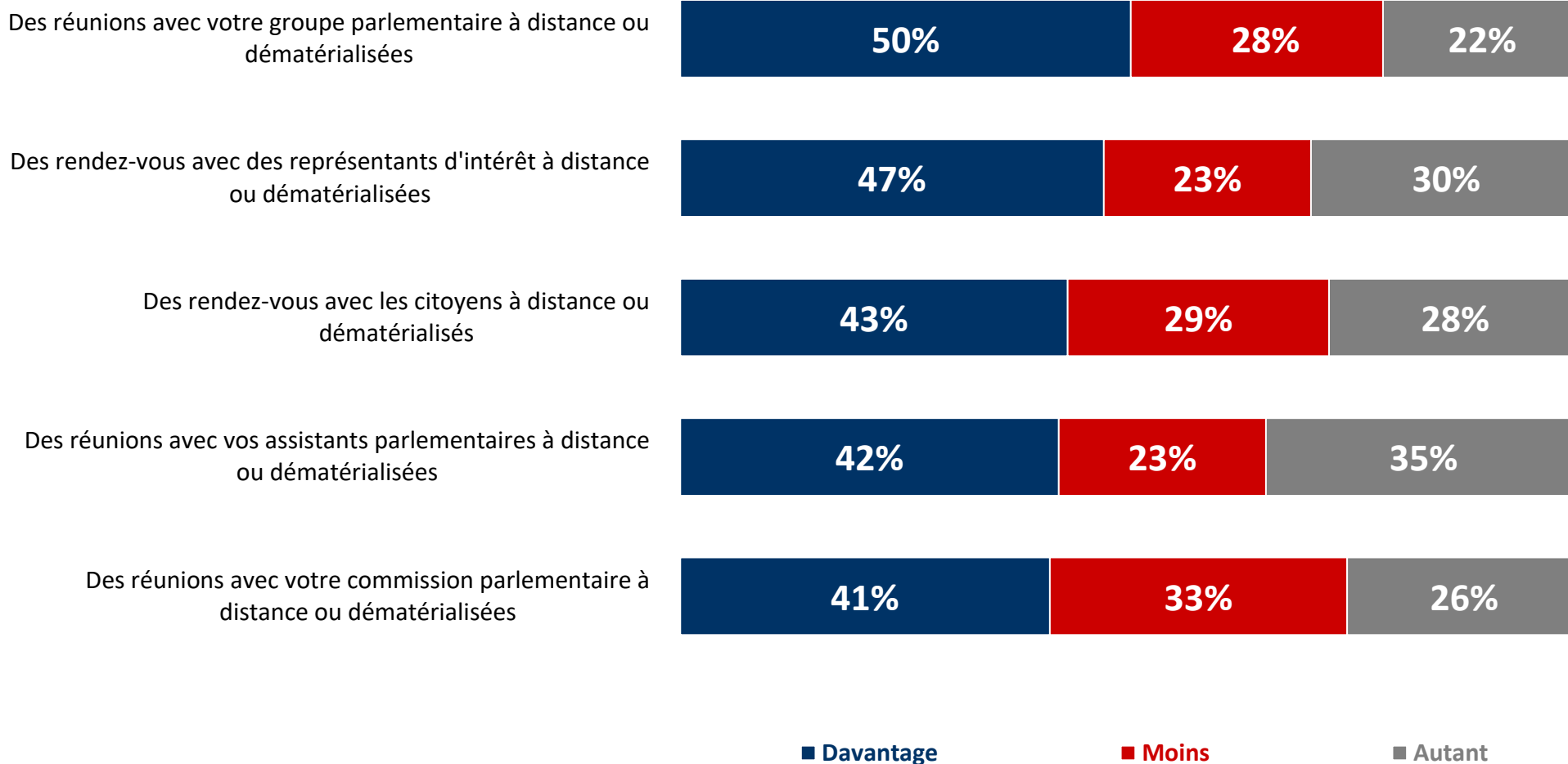
QUESTION : Diriez-vous qu'après cette période exceptionnelle liée à la crise du Coronavirus, votre Assemblée devrait-elle être modifiée en profondeur, réformée sur quelques aspects ou ne devrait pas être réformée sur... ?



QUESTION : Diriez-vous qu'après cette période exceptionnelle liée à la crise du Coronavirus, votre Assemblée devrait-elle être modifiée en profondeur, réformée sur quelques aspects ou ne devrait pas être réformée sur... ?



QUESTION : Vous personnellement, concernant vos manières de travailler, envisagez-vous de recourir dorénavant davantage, moins ou autant que pendant cette période de confinement à ... ?



QUESTION : Vous personnellement, concernant vos manières de travailler, envisagez-vous de recourir dorénavant davantage, moins ou autant que pendant cette période de confinement à ... ?

Envisage de recourir davantage à...

Des réunions avec votre groupe parlementaire à distance ou dématérialisées

50%

Des rendez-vous avec des représentants d'intérêt à distance ou dématérialisés

47%

Des rendez-vous avec les citoyens à distance ou dématérialisés

43%

Des réunions avec vos assistants parlementaires à distance ou dématérialisées

42%

Des réunions avec votre commission parlementaire à distance ou dématérialisées

41%

Députés

Sénateurs

57%

42%

49%

47%

45%

45%

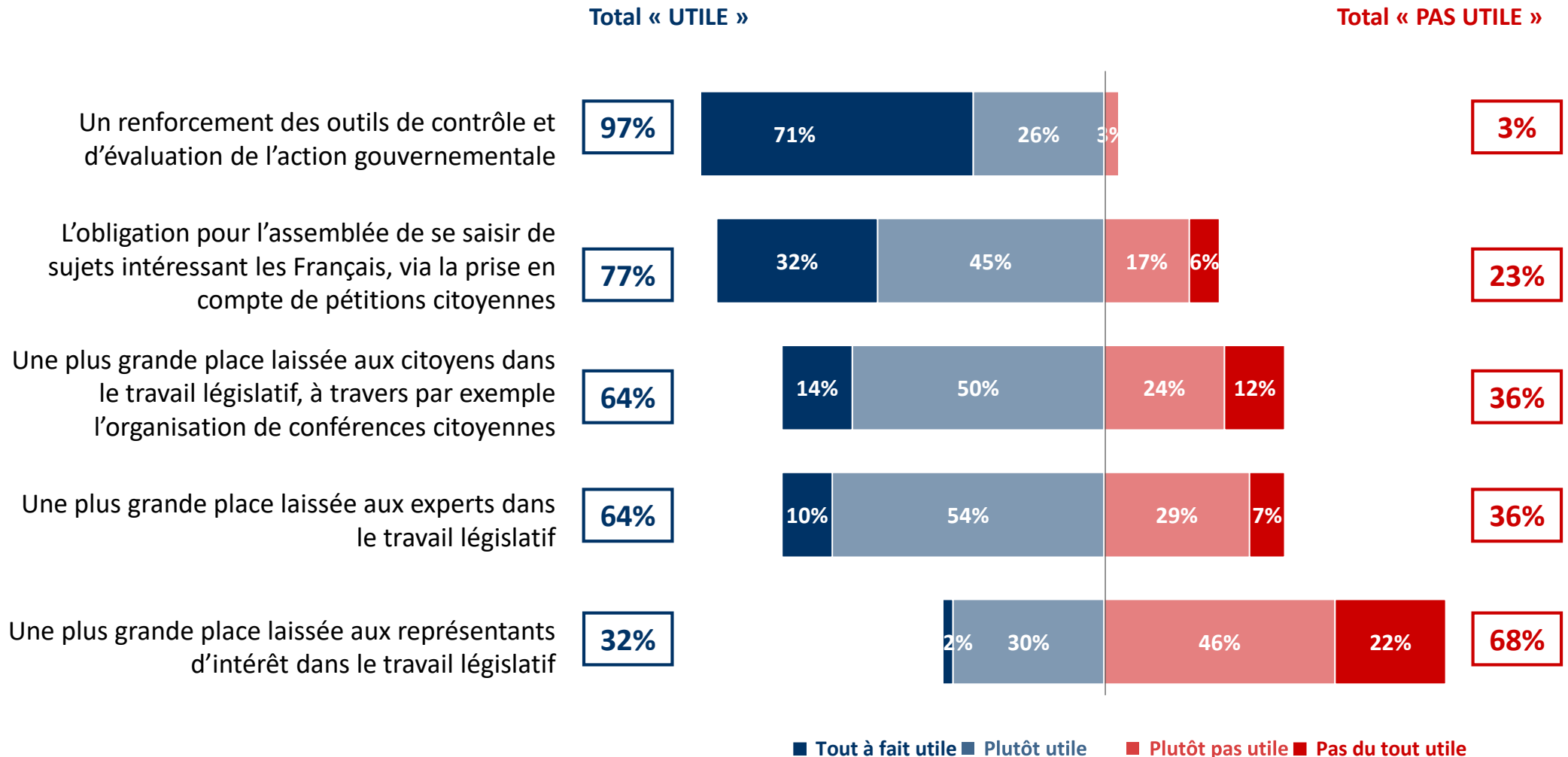
50%

33%

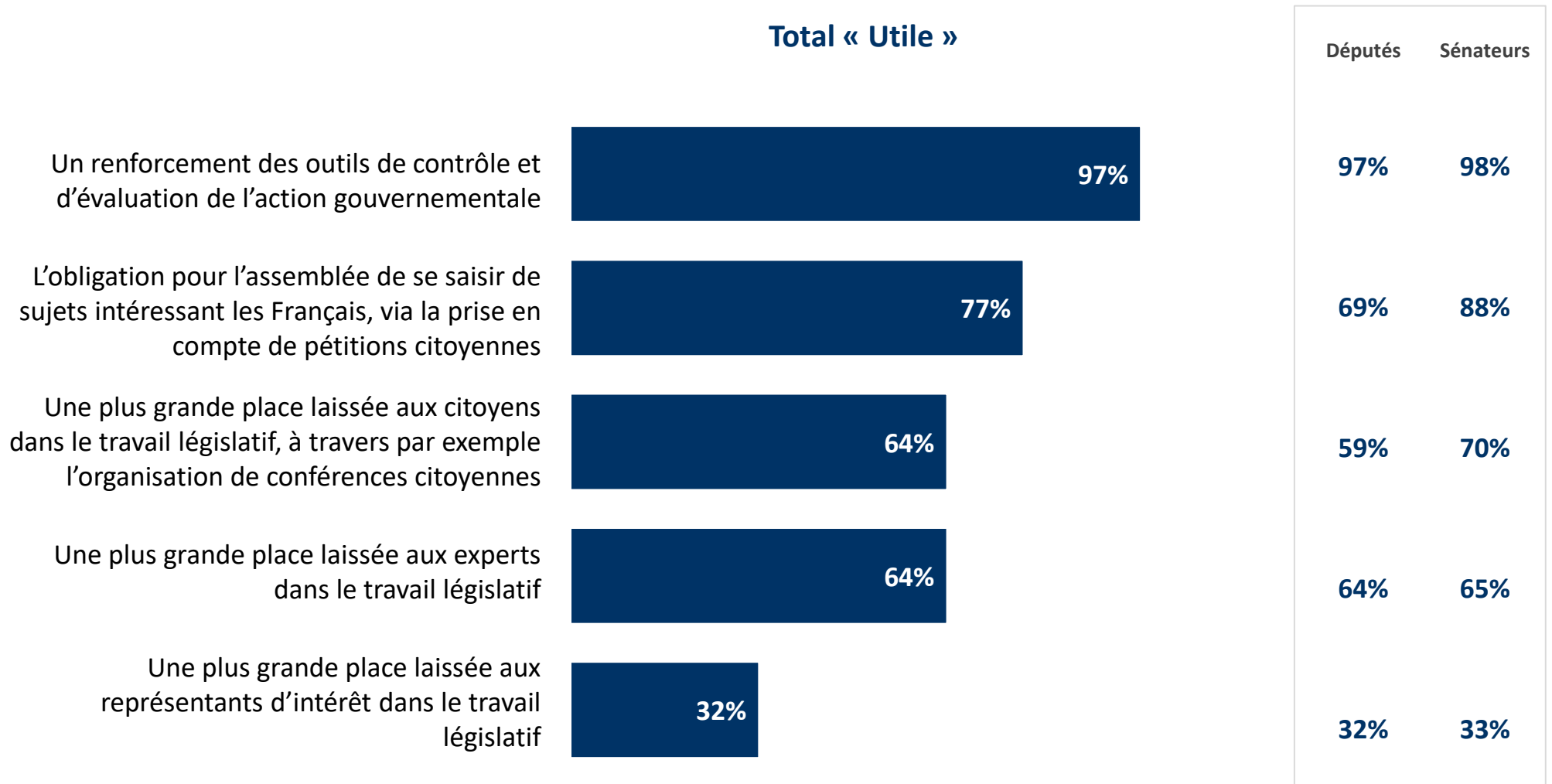
49%

32%

QUESTION : Pour chacune des pistes d'évolution suivantes de votre assemblée, diriez-vous qu'elle vous semble tout à fait utile, plutôt utile, plutôt pas utile, pas du tout utile ?



QUESTION : Pour chacune des pistes d'évolution suivantes de votre assemblée, diriez-vous qu'elle vous semble tout à fait utile, plutôt utile, plutôt pas utile, pas du tout utile ?

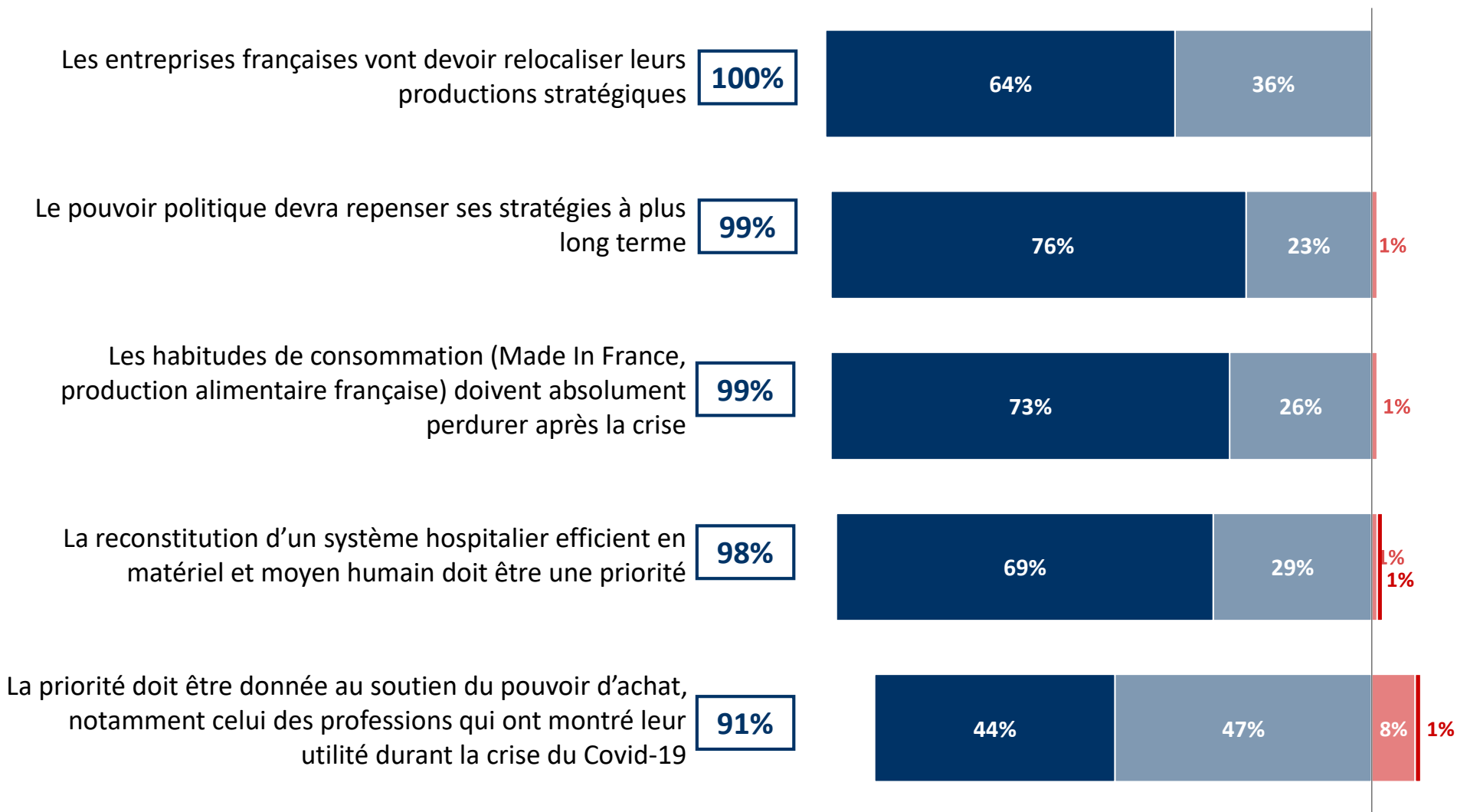


C |

**« Le Parlement d'après » :
les attentes en termes de
politiques publiques**

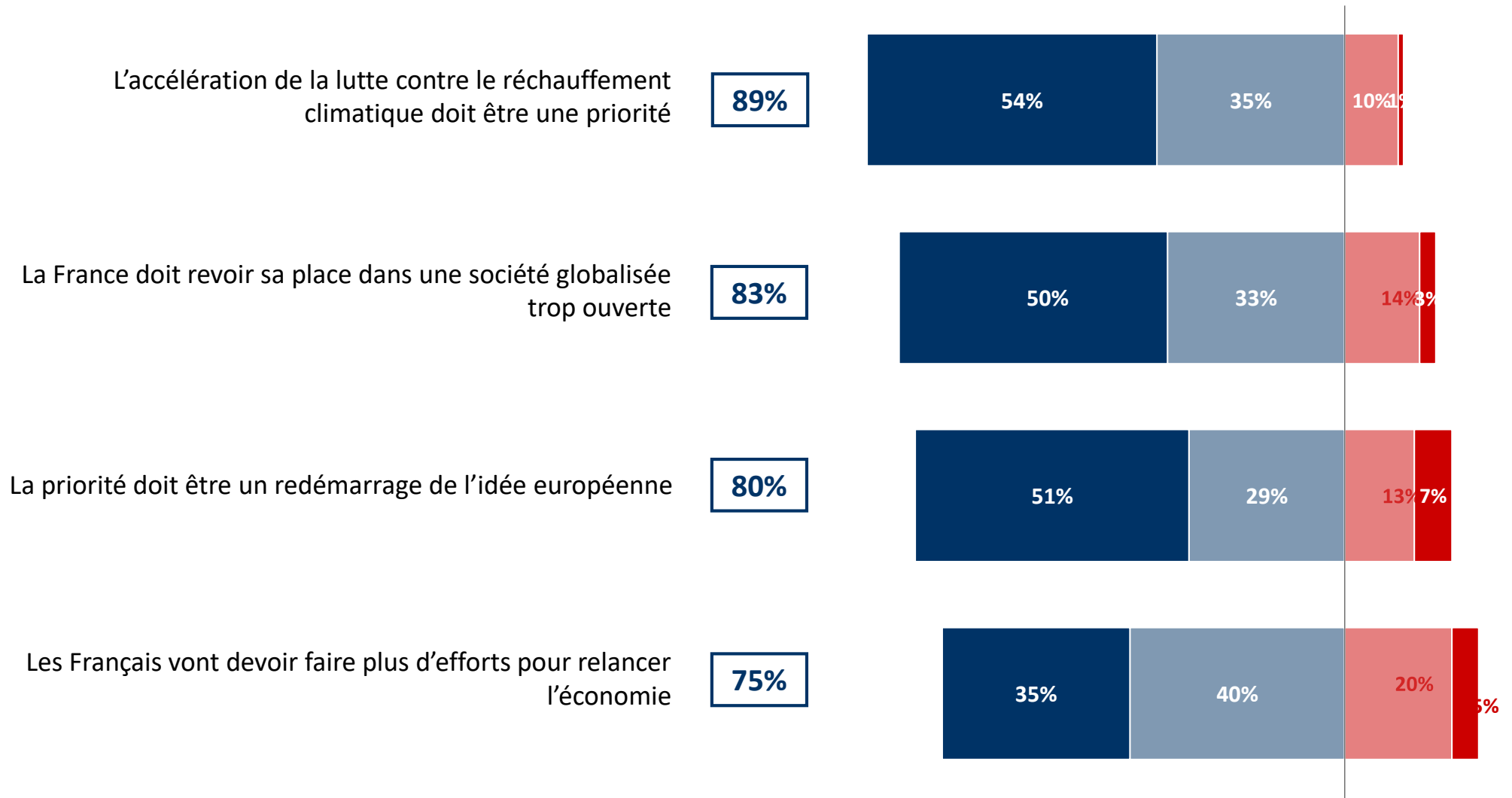
QUESTION : Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous qu'elle constitue une grande leçon liée à la crise du coronavirus ?

Total « OUI »

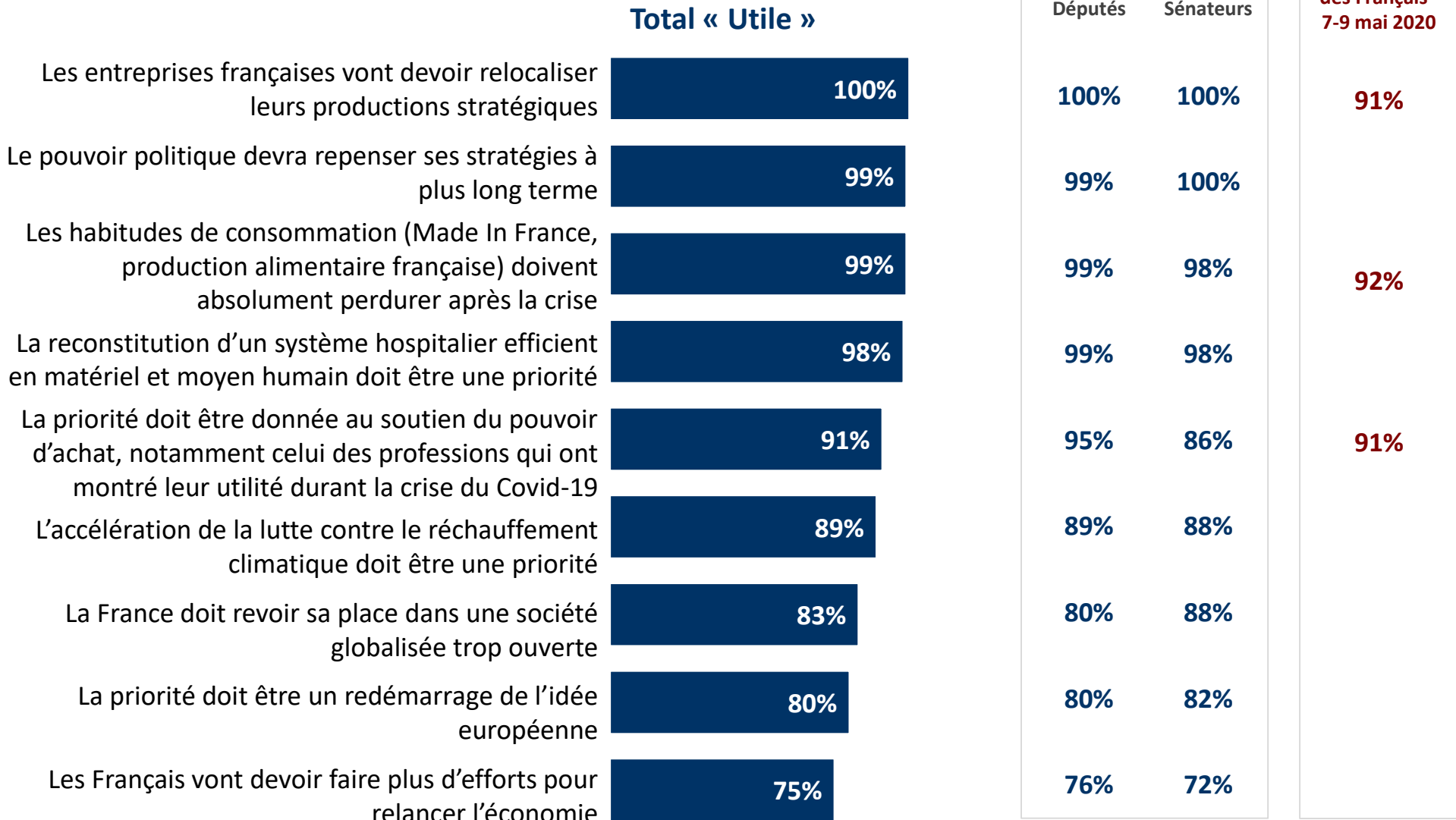


QUESTION : Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous qu'elle constitue une grande leçon liée à la crise du coronavirus ?

Total « OUI »

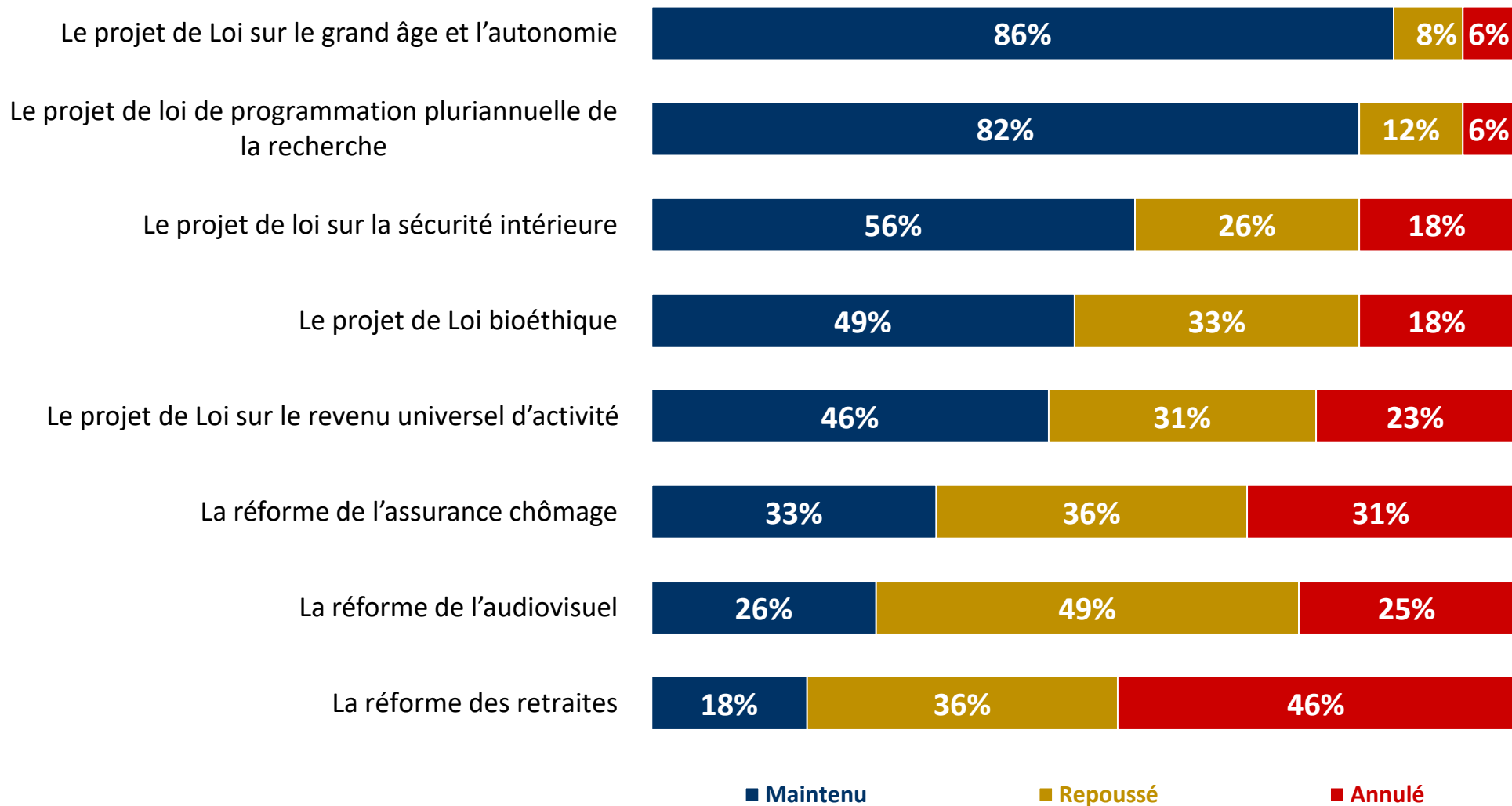


QUESTION : Pour chacune des pistes d'évolution suivantes de votre assemblée, diriez-vous qu'elle vous semble tout à fait utile, plutôt utile, plutôt pas utile, pas du tout utile ?

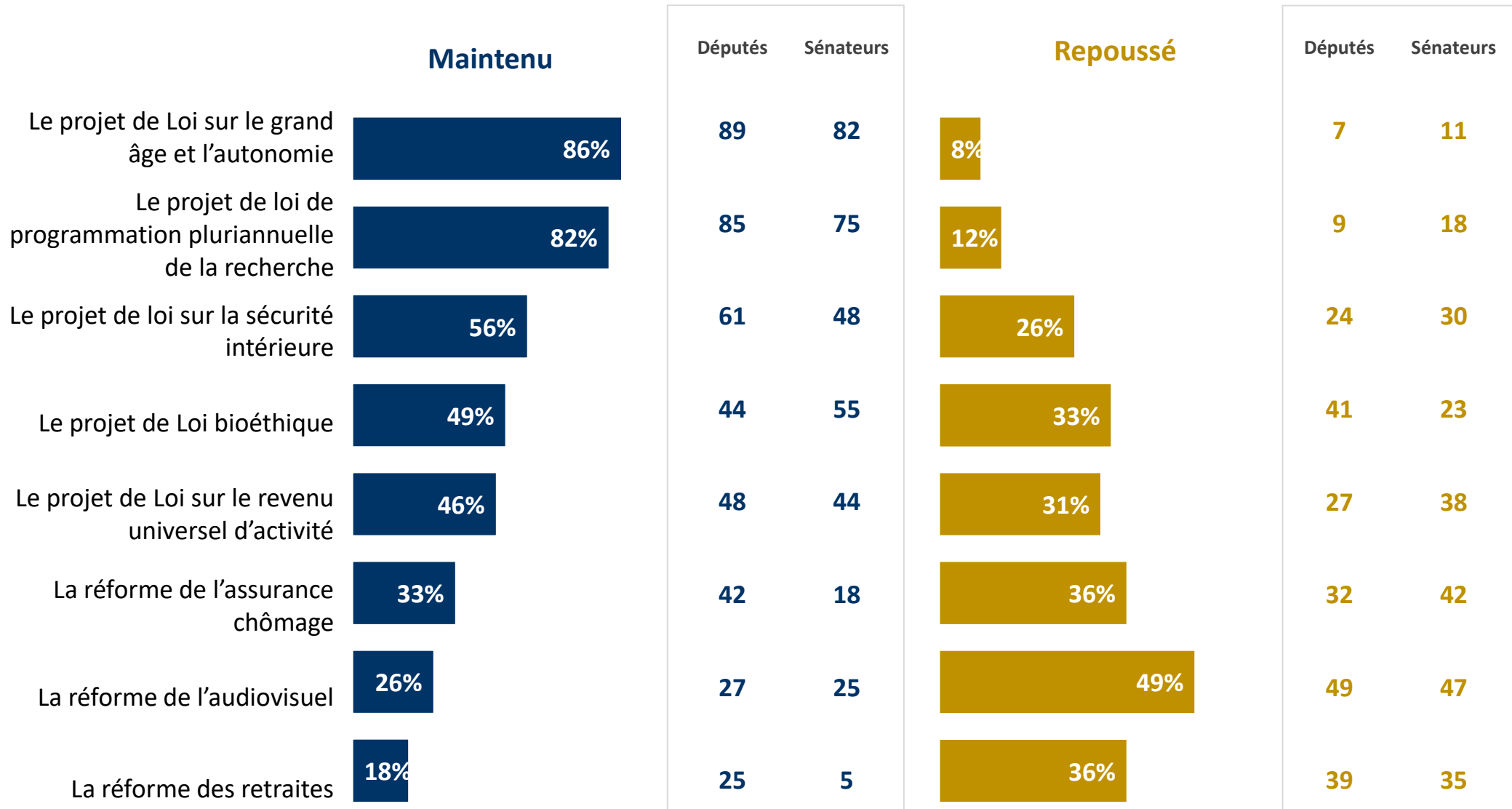


* Etude Ifop-Fiducial pour Le Journal du Dimanche et Sud Radio menée auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne du 7 au 9 mai 2020, selon la méthode des quotas

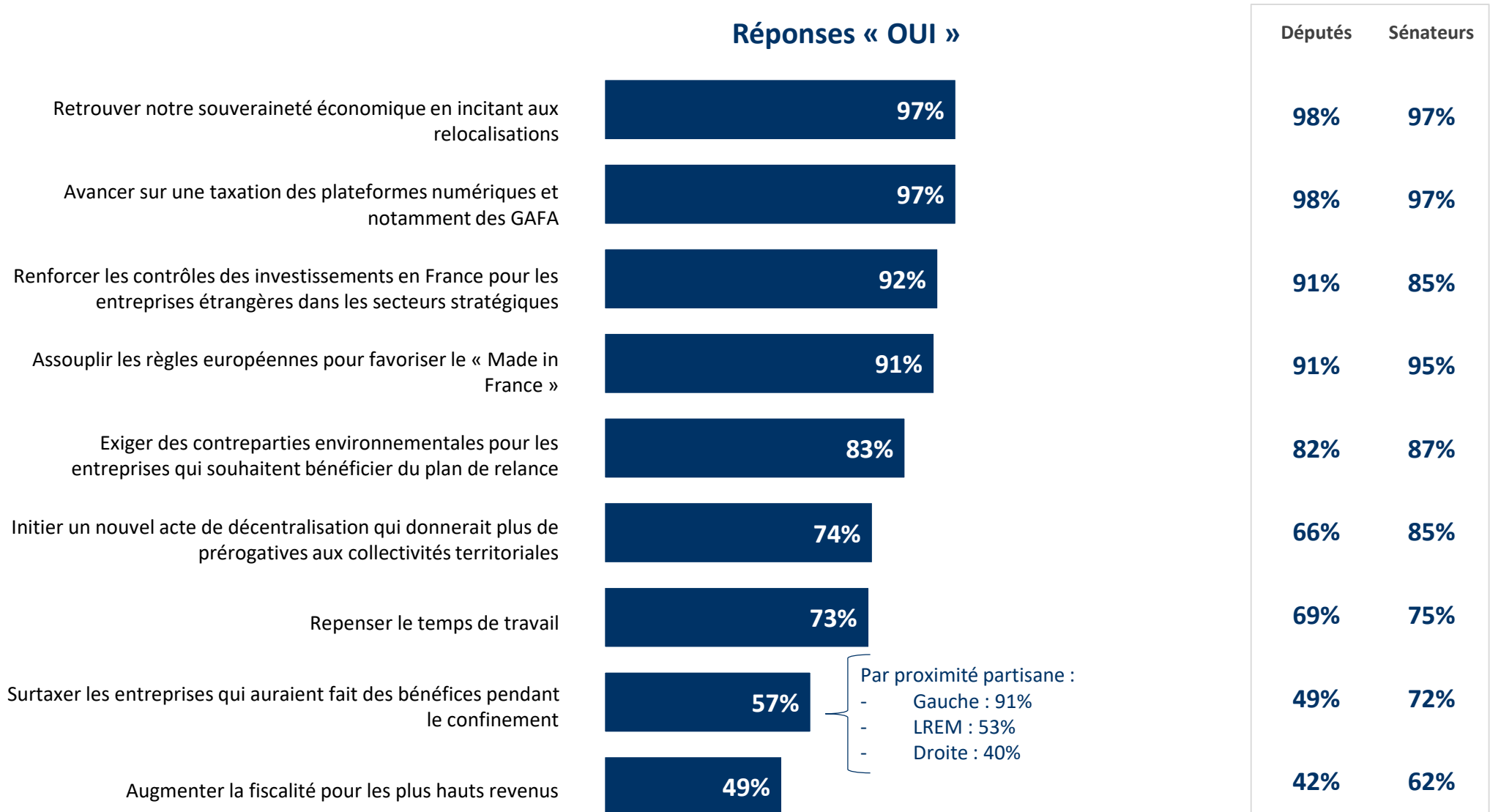
QUESTION : Pour chacun des projets suivants de réformes du gouvernement, doit-il être selon vous maintenu, repoussé ou annulé ?



QUESTION : Pour chacun des projets suivants de réformes du gouvernement, doit-il être selon vous maintenu, repoussé ou annulé ?



QUESTION : Et pour chacun des objectifs suivants, souhaiteriez-vous le voir figurer dans un projet de Loi de relance ?

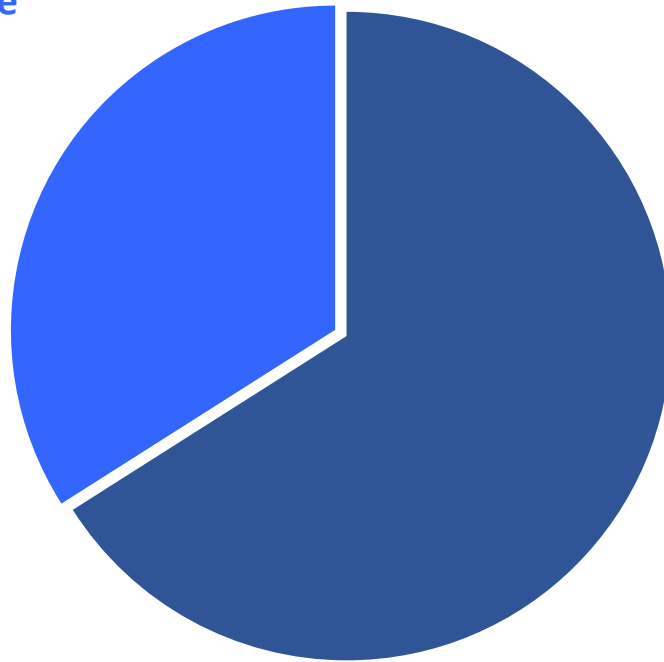


QUESTION : Selon vous, la souveraineté économique doit être entendue avant tout... ?

A l'échelle française
34%

Par proximité partisane :

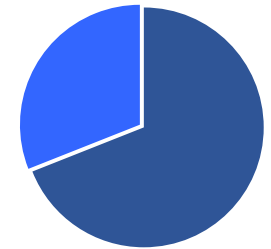
- Gauche : 45%
- LREM : 11%
- Droite : 44%



A l'échelle européenne
66%

Députés

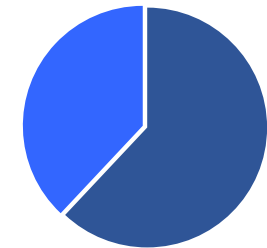
31%



69%

Sénateurs

38%

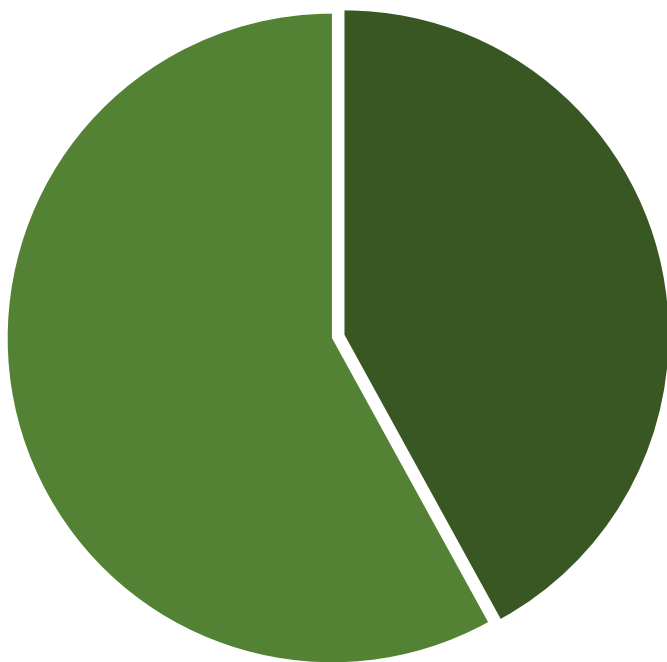


62%

QUESTION : Avec laquelle des deux phrases suivantes êtes-vous le plus en accord ?

Le respect des engagements de la France en matière de climat ne doit pas se faire au détriment de la relance de l'économie

42%



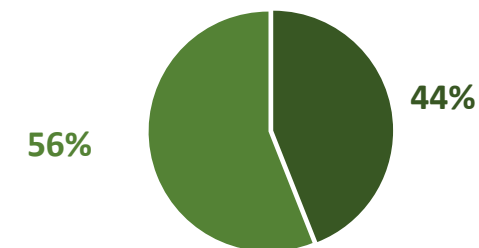
La relance de l'économie ne doit pas se faire au détriment des engagements de la France en matière de climat

58%

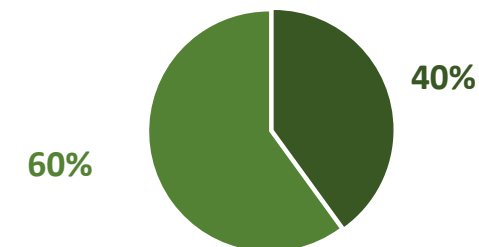
Par proximité partisane :

- Gauche : 76%
- LREM : 72%
- Droite : 29%

Députés

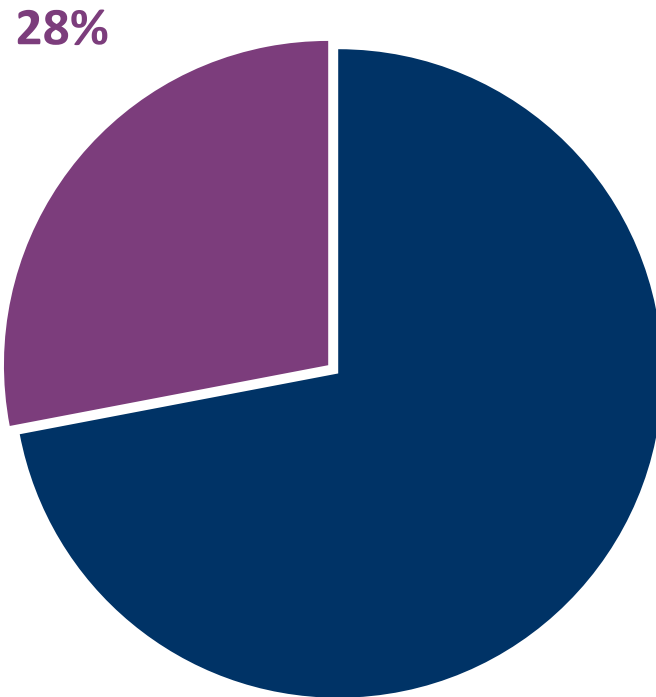


Sénateurs



QUESTION : Avec laquelle des deux phrases suivantes êtes-vous le plus en accord ?

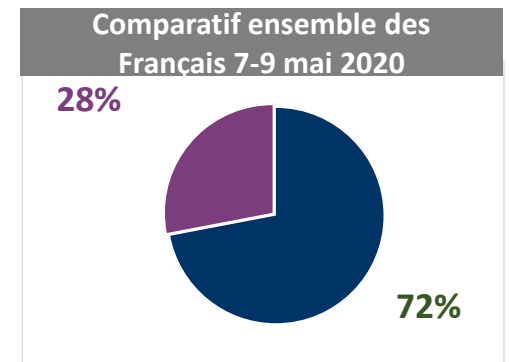
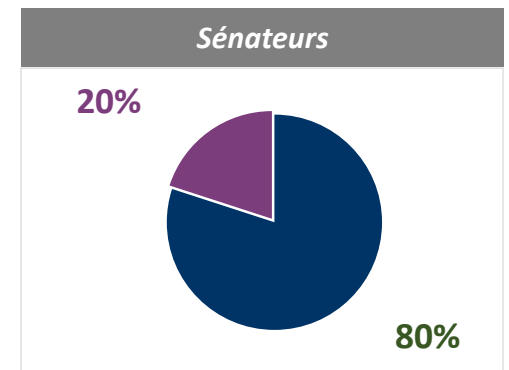
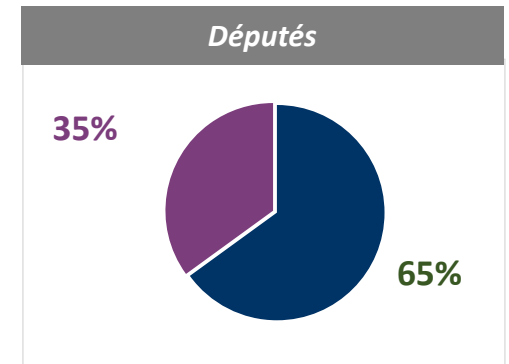
Le rôle de l'Etat central doit être encore plus réaffirmé, la crise du covid-19 ayant montré son utilité



28%

Les solutions locales, initiées par les élus des collectivités territoriales doivent être encore plus réaffirmées, la crise du covid-19 ayant montré leur utilité

72%



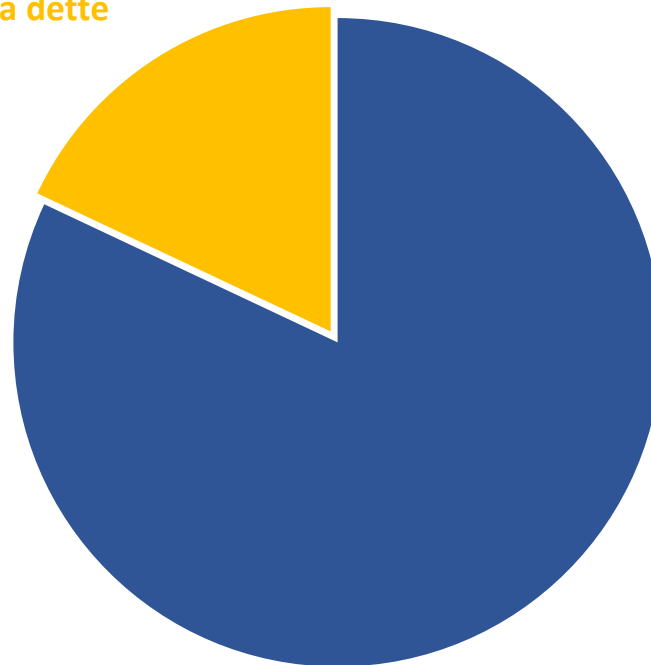
QUESTION : Avec laquelle des deux phrases suivantes êtes-vous le plus en accord ?

La hausse des dépenses publiques ne pourra se traduire que par une augmentation des impôts pour les ménages et les entreprises afin de limiter le creusement de la dette

18%

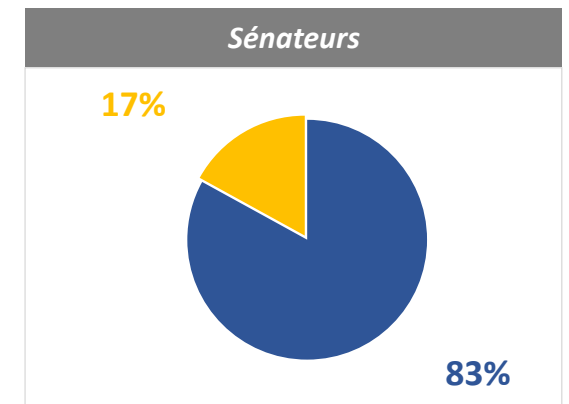
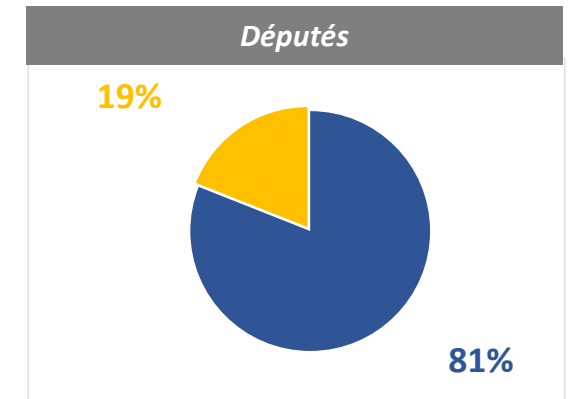
Par proximité partisane :

- Gauche : 6%
- LREM : 14%
- Droite : 32%

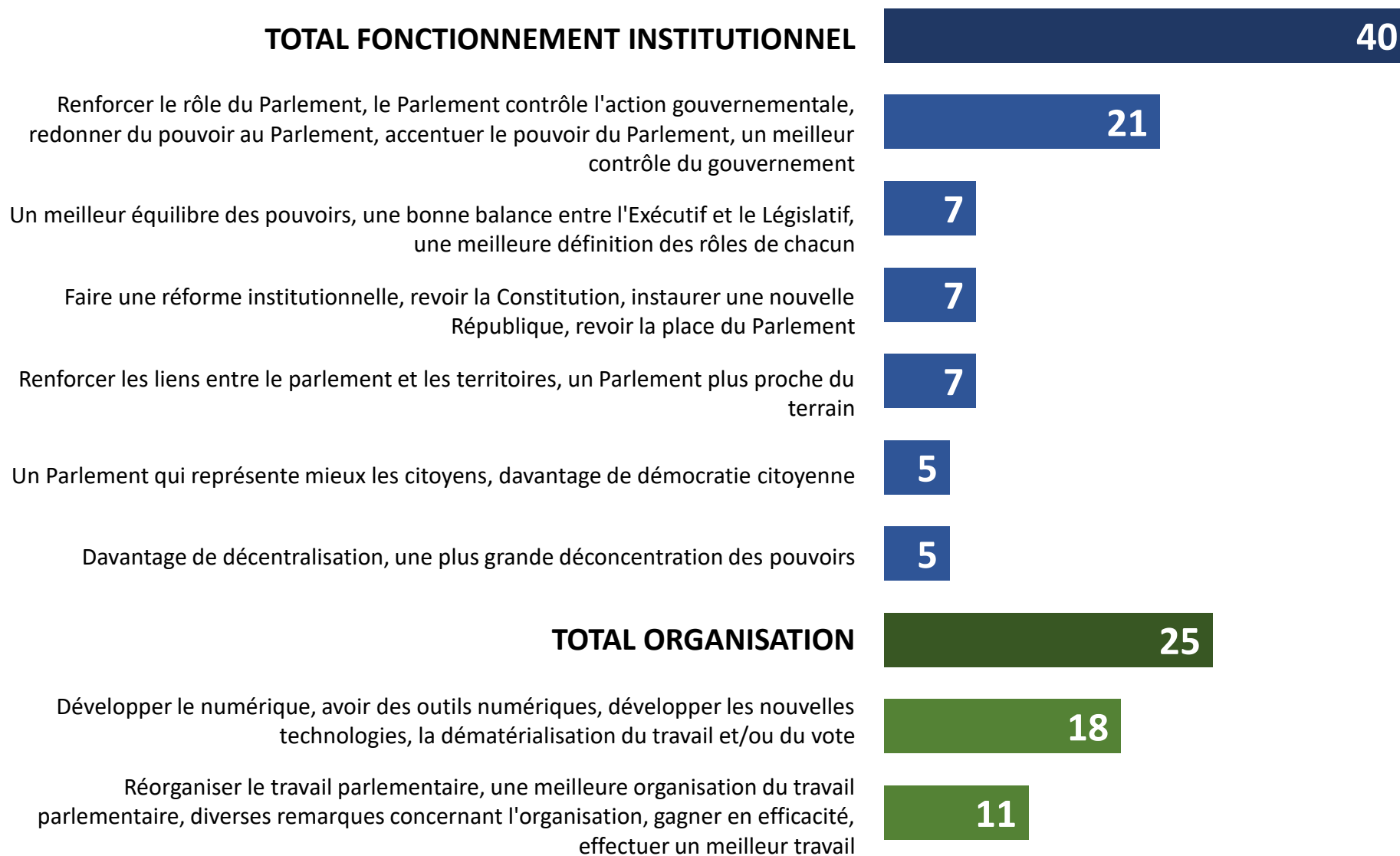


La hausse des dépenses publiques doit être poursuivie pour amortir le choc de la crise économique, quitte à accélérer le creusement de la dette

82%



QUESTION : Que souhaiteriez-vous ajouter sur le Parlement, le travail parlementaire, à l'issue de cette période de confinement qu'a connu le pays ?



QUESTION : Que souhaiteriez-vous ajouter sur le Parlement, le travail parlementaire, à l'issue de cette période de confinement qu'a connu le pays ?

